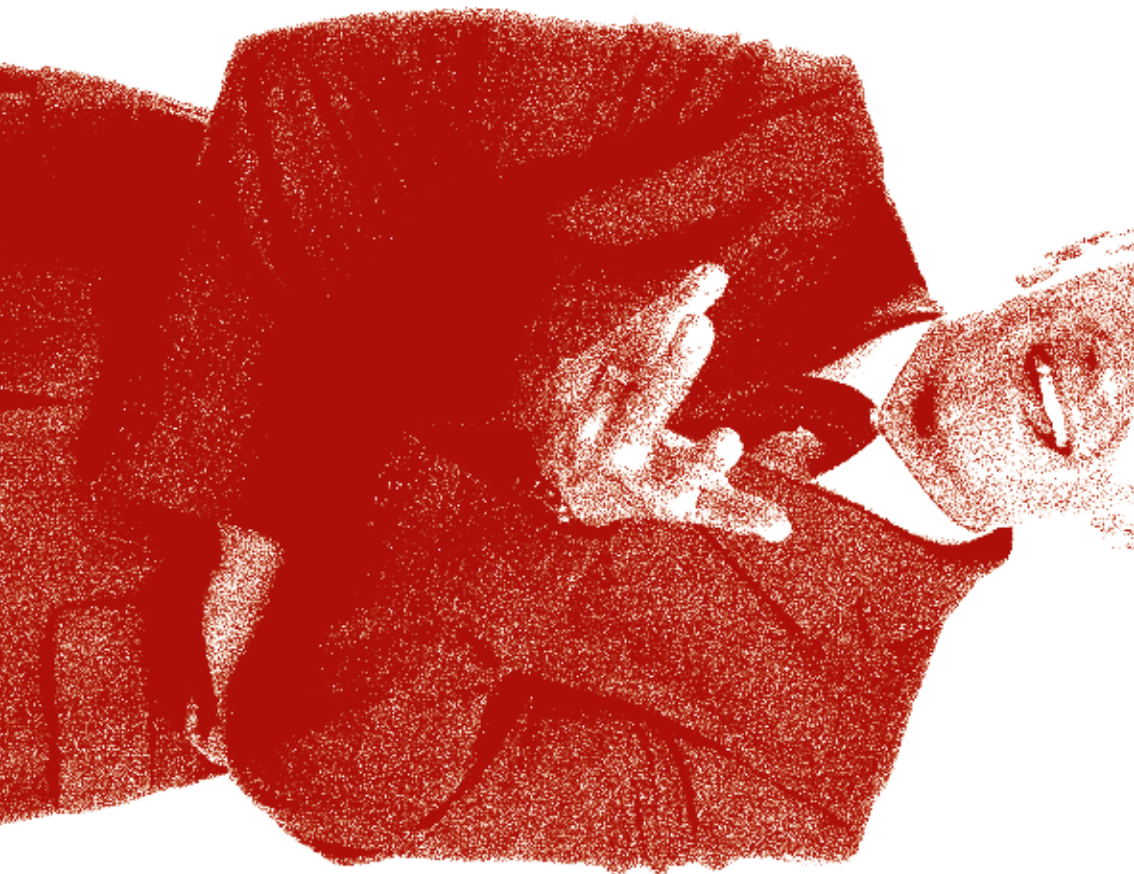


Selim Derkaoui et Nicolas Framont

LA GUERRE DES MOTS

Combattre le discours politico-médiatique de la bourgeoisie

Préface de Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot



le passager clandestin

LA GUERRE DES MOTS

Selim Derkaoui et Nicolas Framont

LA GUERRE DES MOTS

Combattre le discours politico-médiatique de la bourgeoisie

Préface de Michel Pinçon
et Monique Pinçon-Charlot

Illustrations
d'Antoine Glorieux

le passager clandestin

© 2020, éditions le passager clandestin
51, rue Polonceau
75018 Paris
www.lepassagerclandestin.fr

Couverture, maquette intérieure et mise en page : Quentin Poilvet
Illustrations : Antoine Glorieux
Édition : Vincent Langlois
Corrections : Vladimir Sichler

PRÉFACE

LA DOMINATION DANS LES TÊTES

Les manipulations linguistiques constituent un des champs de bataille de la guerre de classe que mènent les capitalistes contre les peuples. Cet ouvrage consacré à la mécanique de la domination dans les têtes, à partir de la guerre des mots, est une contribution précieuse qui devrait permettre d'aider à vaincre la servitude involontaire à l'égard des gens de pouvoir se présentant comme des surhommes alors qu'ils ne sont là que pour enrichir les grandes familles de l'aristocratie de l'argent.

La corruption du langage, avec le dévoiement des mots, les imprecisions, les euphémismes ou les oxymores, induit une corruption de la pensée, et cela en toute conscience et tout cynisme, pour tétaniser, faire peur et empêcher la critique et l'idée même du changement. Le chaos est positif pour le capitalisme : la dramatisation active les émotions et paralyse la réflexion. Mais quels sont leurs moyens ?

L'exploitation des travailleurs et des salariés par ceux qui détiennent les titres de propriété, qu'il s'agisse des usines, des biens immobiliers, des terres agricoles ou des valeurs financières (actions et obligations) est passée à la vitesse supérieure avec la

financiarisation de l'économie, qui permet d'acheter tout ce qui relève du bien commun, la démocratie, la politique et l'information avec les médias ou les maisons d'édition. Les dix milliardaires français propriétaires de 90 % des journaux, des chaînes de télévision et de radio, jouent un rôle de premier plan pour modeler les esprits selon la logique et les intérêts du capitalisme. « Les idées dominantes sont celles de la classe dominante », disait Marx. Ses « chiens de garde », ceux qui usurpent le statut de « journaliste », sont fort bien payés pour aboyer à longueur d'antenne que seuls les actionnaires « prennent des risques » et pas les ouvriers, les éboueurs ou le personnel soignant. Il a fallu un méchant virus et deux mois de confinement pour mettre à mal ce mensonge, mais qui, tel le phénix, renâîtra de ses cendres lorsqu'il s'agira de faire payer cette crise par ces Français dignes, courageux et pleins d'humanité, tandis que, comme en 2008, les actionnaires jouiront devant leur portefeuille bien garni de nouveaux dividendes. Mais n'y aurait-il pas une différence avec les chaînes de radio et de télévision publiques ? À quelques exceptions près, la réalité est que rien ne ressemble plus à un journal de 20 heures sur TF1, la chaîne du milliardaire Martin Bouygues, que le journal de France 2 ! Et cela s'explique très bien : l'État étant désormais massivement au service des intérêts des membres de l'oligarchie, les « commis » des journaux de 20 heures des chaînes publiques utilisent la même novlangue que leurs camarades des chaînes privées.

Ce totalitarisme idéologico-linguistique n'est donc pas le résultat de l'autoritarisme d'un parti unique, mais d'une pensée unique dont la construction systématique nécessite des louvoiements

dans la manière de parler, car il est impossible aux capitalistes de reconnaître leurs propres violences, avec l'esclavage, le colonialisme et aujourd'hui le néolibéralisme. L'impensable violence humaine a toujours été le compagnon de route des grandes fortunes. Les possédants de propriétés lucratives doivent donc avancer sous le masque de leurs supposées intelligence et supériorité, alors que seul le hasard les a fait naître à Neuilly-sur-Seine et non à Bobigny. Cet arbitraire doit être transfiguré en excellence sociale tandis que les travailleurs et les salariés qui font fonctionner l'économie réelle doivent se contenter de n'être plus aujourd'hui que des coûts et des charges. Cette inversion de la lutte des classes n'a pu se faire que grâce à une offensive idéologique sans précédent de déshumanisation des « derniers de cordée », avec l'instrumentalisation des acquis de la psychanalyse, de la psychologie sociale et de la sociologie.

Dès sa première intervention télévisuelle lors du confinement, le 12 mars 2020, Emmanuel Macron a affirmé que la santé n'allait désormais plus être considérée comme une dépense, mais comme un bien commun au service de tous. Une grande nation doit placer l'intérêt collectif, disait-il sur un ton martial et assuré, la solidarité et la fraternité au-dessus de tout ! Nous ne devons pas la jouer en « solitaire » mais en « solidaire », pas en « je » mais en « nous », a-t-il encore osé ajouter ! Curieusement, il n'a par contre pas proposé de revenir sur les cadeaux fiscaux faits aux plus riches dès son arrivée à l'Élysée. Cela aurait été une preuve concrète de sa volonté de faire nation commune. Mais il n'en a rien été et le pyromane avançant sous le casque du pompier a tout de suite profité de ce que Naomi

Klein nomme la « stratégie du choc », dans le cadre de ses analyses sur le capitalisme du désastre (Actes Sud, 2008), pour faire de la pandémie de Covid-19 une aubaine et voter l'état d'urgence social et sanitaire de manière autoritaire et antidémocratique avec des prises de décision par ordonnances. Occasion rêvée pour mettre un peu plus à mal les protections des travailleurs avec la dérogation offerte aux employeurs d'avoir les pleins pouvoirs !

Pourquoi le directeur de l'Agence régionale de santé du Grand Est a-t-il été limogé ? Parce qu'il a osé dire ce qu'il savait. C'est-à-dire qu'il allait y avoir 174 lits et 598 postes supprimés dans cette région ! « Celui qui dit la vérité, il doit être exécuté ! », chantait Guy Béart dans Le grand chambardement. La pandémie du Covid-19 est en phase avec toutes les formes de chaos, qu'il s'agisse du dérèglement climatique, des violences policières, des cadeaux fiscaux aux plus riches ou de la mise à mal de la démocratie avec les ordonnances en remplacement des votes des assemblées parlementaires. L'énergie du chaos est bonne pour les marchés ! Alors que cette pandémie mondialisée n'est qu'une des conséquences de la déforestation et du pillage de la nature qui offrent à des virus d'origine animale la possibilité de s'introduire de manière pathogène dans l'homme, elle ne sera présentée par le fondé de pouvoir de l'oligarchie à l'Élysée, Emmanuel Macron, que comme une crise sanitaire, niant tout lien avec le dérèglement climatique, l'exploitation des hommes, des animaux et du monde végétal. Pire, ce Covid-19 est utilisé comme une aubaine pour accélérer la surveillance de masse et conforter un État policier au service des intérêts des plus fortunés. Mais comment sauver l'humanité des prochains virus et des prochaines

catastrophes climatiques qui vont advenir sans remettre en cause de manière franche et assumée le système capitaliste aujourd'hui mondialisé ?

N'ayons pas peur des mots pour désigner les maux surtout lorsqu'ils sont appuyés par les dessins crus de vérité d'Antoine Glo-rioux. La conscience de notre avenir est liée à l'appréhension que nous pouvons en faire. Le dé-lavage de nos cerveaux est indispen-sable pour nous engager dans la perspective de vies plus citoyennes et moins consommatrices, plus justes et moins inégalitaires, dans une humanité retrouvée.

Les livres comme celui de Selim Derkaoui et Nicolas Framont, qui offrent des lunettes pour lire, avec les mots pour le dire, ce que les puissants cherchent à cacher dans un magma linguistique tra-fiqué, sont à dévorer pour le meilleur de l'avenir de notre planète, mais aussi pour notre dignité dès aujourd'hui.

Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon
Sociologues, anciens directeurs de recherche au CNRS

Dernière publication : *Kapital. Qui gagnera la guerre des classes ?*, jeu de société illustré par Étienne Lécroart, La Ville brûle, 2019.

INTRODUCTION

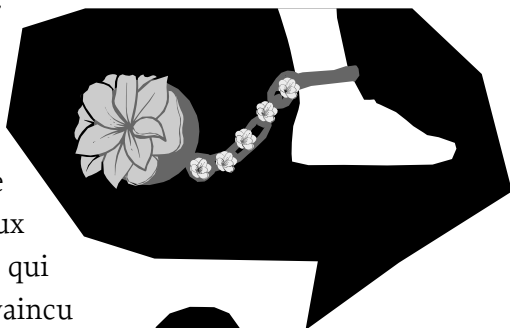
Pendant des décennies, la SNCF faisait circuler des trains. Parmi eux, des «trains à grande vitesse» (TGV). Un beau jour, des consultants en marketing sont passés par là : le «InOui» est né. Désormais, on ne voyage plus d'une ville à l'autre en TGV, on «vit une expérience à bord d'InOui». On ne va plus demander un café à un employé du wagon-bar, on commande en ligne à un «barista» et on vient retirer ses produits au comptoir. En juillet 2017, quelques mois après la victoire d'Emmanuel Macron, président autoproclamé de la «*start-up nation*», c'est ainsi que les TGV étaient transformés. Car il ne s'agissait pas simplement d'un changement de nom, mais du lancement d'une «nouvelle gamme de TGV» pour une expérience «premium». On imagine l'équipe de cadres surpayés en parler avec des étoiles dans les yeux, se racontant que «c'est ça, la clef!!! le Oui c'est positif, c'est plus facile d'en faire un hashtag!».

À mesure que l'entreprise publique basculait dans des logiques du secteur privé en vue d'une ouverture à la concurrence, imposée par les dogmes capitalistes du

moment, ces concepts, à la terminologie souvent anglo-saxonne, sont apparus. Ces petites évolutions langagières, un peu ridicules, peuvent faire rire lorsque l'on prend le train (pardon, le « InOui »). Elles marquent cependant le règne du marketing sur nos vies.

Dans le monde du travail, c'est moins rigolo. Elles permettent de masquer la conflictualité dans l'entreprise et les liens de subordination, et sont devenues des outils managériaux de « gestion des ressources humaines ». Vous n'êtes plus seulement un salarié, mais un « collaborateur ». Vous n'avez plus un travail à faire, mais des « projets » à mener à bien. Vous vivez mal le stress ? Apprenez à booster votre « résilience » ! Pourquoi s'en prendre à votre patron ? C'est un entrepreneur, qui a « pris des risques » pour en arriver là (contrairement à vous !).

Les choses prennent un tour particulièrement inquiétant si l'on considère l'évolution du langage politique et médiatique. Il y a bien sûr une quantité incroyable de mots creux et vides, qui servent à meubler, qui permettent d'avoir l'air convaincu d'une chose, mais de ne s'engager à rien. Tel homme politique est un grand « humaniste », tel autre est épris d'« intérêt général »... La langue



de bois, en somme. Mais que se passe-t-il quand les mots qui étaient censés avoir un sens se trouvent investis de l'inverse de celui qui leur était jusqu'à présent assigné, ou sont utilisés de sorte qu'ils ne servent que des intérêts de classe et un ordre bourgeois des choses ? C'est quoi, la « gauche », après un quinquennat de François Hollande, sa loi El Khomri qui ramène le droit du travail trente ans en arrière et son crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui a attribué plus de cent milliards d'euros d'argent public, sans contrepartie, aux entreprises, toutes tailles confondues ? Qu'est-ce donc que cette « classe moyenne », dont tous les politiques prétendent servir les intérêts et à laquelle tout le monde se sent faire partie, des plus pauvres aux plus riches ? Est-ce juste de se réclamer de la « transparence », quand on s'apprête à mentir en direct sur l'utilité d'un masque en période épidémique, ou sur les effets de la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) ?

Nous priver peu à peu des mots et des expressions qui nous permettent de donner au réel des noms – les ouvriers, les salariés, les bourgeois, le lien de subordination, et bientôt même le train : voilà ce que les membres de la classe dominante font pour nous empêcher de parler de leur propre domination.

Quand il s'agit de parler de ceux qui nous dominent, les mots nous manquent. S'agit-il seulement de « riches » ? Sont-ils les « 1 % », ou plus ? C'est l'oligarchie, la caste, ou un complot maçonnique ? Comment résister quand on n'arrive pas à définir son ennemi ?

Le milliardaire américain Warren Buffet a déclaré en 2006 : « Bien sûr qu'il y a une lutte des classes, et c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et qui est en train de la gagner. » Comment ? En influençant les politiques du monde entier pour intensifier la mondialisation et son lot de concurrences et d'injustices. En obtenant des politiques fiscales et sociales favorables à leurs intérêts sous forme de profits et d'opérations boursières. En travaillant activement à la disparition des mouvements de contestation qui bousculent leur quête de profit. Mais aussi, et en on parle moins, en faisant en sorte qu'il n'y ait plus que les grands bourgeois, comme lui, pour évoquer la lutte de classes qu'ils mènent...

La bourgeoisie – car c'est bien le terme que nous emploierons dans ce livre – rassemble les personnes qui sont des possédants et tirent leur revenu du travail des autres ou des loyers qu'ils leur paient. Ce sont donc les patrons, les actionnaires, les grands propriétaires ainsi que leurs familles. Leur pouvoir est augmenté par l'influence décisive qu'ils ont sur la vie politique et sociale ainsi que par les relais médiatiques dont ils bénéficient. Pour faire pleinement partie de la bourgeoisie, il faut cultiver l'art du réseau et adopter une façon d'être et de vivre.

La classe bourgeoise est assistée, consciemment ou non, par ce que l'on peut nommer la sous-bourgeoisie : un ensemble de personnes qui mettent leurs titres scolaires et leur légitimité culturelle ou technique au profit du développement du capitalisme bourgeois. Ces personnes bénéficient

en partie des fruits de leur collaboration, puisqu'elles sont récompensées par une reconnaissance sociale forte et de confortables revenus. Les cadres supérieur-es d'entreprises, les journalistes *mainstream*, la plupart des professions libérales, les hauts fonctionnaires ou encore les écrivaines et écrivains admirateurs de la *start-up nation* en font par exemple partie.

Entendons-nous bien : la domination de la classe bourgeoise s'exerce par l'exploitation au travail, la répression sociale et policière, le contrôle strict d'une démocratie qui n'en est pas vraiment une... mais elle s'exerce aussi de façon idéologique : faire en sorte que les idées au service de ses intérêts deviennent les idées générales, et ce afin que l'on ne puisse pas penser et, surtout, parler, en dehors des cadres de ce qui lui est profitable.

La « gauche » dans ses multiples tendances a renoncé à contester ces termes, les utilisant parfois de la même manière. La majeure partie du monde intellectuel a embrassé les évolutions langagières et idéologiques qu'ils sous-tendent. Le monde médiatique est un relais complaisant, sans recul critique par manque de temps, par uniformité des profils sociologiques et par imprégnation d'un mythe de la neutralité. Rares sont les journalistes qui se demandent s'ils ne servent pas une classe sociale rien que par les mots qu'ils emploient dans leur quotidien.

Les citoyennes et citoyens se sont donc retrouvés seuls face à leur colère, individualisés et sans mode d'expression

efficace, hormis d'épisodiques mouvements sociaux, jusqu'à ce que les Gilets jaunes remettent des mots forts et fiers sur de nombreuses frustrations du quotidien, là où le combat culturel semblait à jamais perdu.

Il y a quelques années encore, le lecteur ou la lectrice aurait sans doute buté sur nos mots. Pourquoi parler de « bourgeois » ? De « capitalisme » ? N'est-ce pas une analyse complètement datée, nimbée d'idéologie gauchiste de mauvaise foi ? Depuis, la violence du pouvoir bourgeois incarnée par Emmanuel Macron et la force de la résistance populaire contre ses attaques ont remis des faits en face de la sensation diffuse, chez beaucoup, que les choses ne tournaient pas rond. Oui, il y a bien d'un côté, dans ce pays, des gens très riches qui bénéficient des politiques en place et qui ont une influence décisive sur le cours des choses. Oui, il y a également, de l'autre côté, d'autres gens, majoritaires, qui bossent mais ne reçoivent pas grand-chose ; qui souffrent, galèrent, triment, sans aucune justice ni compensation de leurs peines. Oui, il y a des gens qui monopolisent la parole publique médiatique pour mentir, déformer ou masquer cette réalité, la rendre floue et faire passer celles et ceux qui osent la décrire pour des « extrémistes », des « complotistes », voire carrément des illuminés.

Qui sommes-nous, pour prétendre remettre des noms sur les mots déformés et idéologiques de la bourgeoisie, tordre le cou aux mythes qu'elle nous impose comme des évidences ? Pas des gens très différents de vous. Nous avons eu le pri-

vilège d'accéder à des études supérieures, mais celles-ci ne nous ont rendus ni plus intelligents ni plus lucides que vous, qui avez tout autant voire plus d'expérience de cette réalité, de ce monde capitaliste injuste et vexatoire dans lequel nous baignons tous dès la naissance. En revanche, elles nous ont permis d'être au contact de celles et ceux qui contribuent au quotidien à forger et diffuser les mythes et légendes du monde bourgeois. Nous avons observé ces journalistes qui s'imaginent neutres et parlent de « charges patronales » plutôt que de « cotisations sociales ». Nous avons vu ces universitaires et ces chercheurs qui, même animés de la meilleure volonté du monde, peinent à combler l'écart et la déconnexion qu'ils ont avec le reste de la population.

Respectivement journaliste et sociologue de formation, nous sommes issus de la classe laborieuse et ne sommes ni « transfuges » ni « infiltrés ». Nous n'avons pas rompu avec notre milieu d'origine, nous n'en avons ni honte ni complexe. C'est à visage découvert, dans le magazine que nous dirigeons, *Frustration*, que nous mettons à profit les expériences acquises durant notre parcours – savoir écrire et synthétiser la matière que nous avons collectée – en n'ayant de cesse de combattre le discours bourgeois, y compris dans ses aspects les plus quotidiens. Car nous pensons qu'une société plus juste passera par la prise de conscience, chez toutes celles et ceux qui, comme nous, n'ont pas eu le bon goût d'être nés dans la classe dominante, de leur force collective, de leur légitimité à agir par et pour elles ou eux-mêmes.

Or, les mots et mythes de ceux qui dirigent nient en permanence la capacité à agir de tous les autres. Ces mots et ces mythes constituent une idéologie. Par « idéologie », les journalistes et intellectuels médiatiques entendent les idées radicales ou qui sortent de l'ordinaire capitaliste et libéral. Qui peuvent être considérées, dans le pire des cas, comme déraisonnables... Quel ministre n'a pas un jour dit : « Moi, je ne suis pas dans l'idéologie » ? Le dernier en date était Gérald Darmanin, alors ministre des Comptes publics, qui, après la distribution d'une centaine de millions d'euros aux entreprises privées (et surtout aux plus grosses), pour faire face à la crise du coronavirus, déclarait : « Le gouvernement n'est pas dans l'idéologie. » Or, le gouvernement était et demeure précisément dans l'idéologie, au sens véritable du terme : une vision du monde mensongère mais avantageuse pour les intérêts de quelques-uns. Quand le ministre des Comptes publics justifie la distribution de centaines de millions d'euros, sans contreparties sociales ou écologiques, à des grosses entreprises, il garantit la rémunération de leurs actionnaires. Mais plutôt que de l'assumer, il lie leurs intérêts à la « survie de notre économie » ou à la lutte contre le chômage et qu'importe si les plans sociaux se sont par la suite multipliés : l'idéologie ignore les faits.

Mettre en lumière cette idéologie dominante par les mots dans lesquels elle se cache est l'objet de ce livre. C'est un travail que nous avons commencé avec notre magazine, *Frustration*, et qui s'est incarné dans une rubrique de notre site

web qui s'intitule « Lexique de la classe dominante ». Chaque article portait sur un mot ou une expression récurrente dans le débat public, et nous cherchions à montrer l'écart entre sa définition réelle et la façon dont il était transformé par le discours médiatique et politique pour qu'il colle aux intérêts des plus riches. Car c'est là toute la clef de l'idéologie bourgeoise : elle se sert des mots les plus positifs, consensuels et jolis pour en faire une légitimation de politiques et de croyances qui ne favorisent que les plus favorisés. Il en va ainsi de « réforme ». Qui peut être contre une « réforme », ce mot qui signifie nécessairement un changement pour aller vers du mieux ? Même s'il est utilisé pour des lois réduisant les droits et les revenus de la majorité des gens ?

Si ce qu'on nous inflige est décrit par des termes positifs, ce que nous avons conquis a été réduit à des mots négatifs. C'est le cas de « charges sociales » ou « charges salariales », utilisés en lieu et place des « cotisations sociales », ces contributions des salariés, des indépendants et des chefs d'entreprise au financement de notre protection sociale. Allumez votre télé, écoutez un journaliste « neutre et apaisant » parler des dépenses d'une entreprise, et vous pouvez être quasi sûr qu'il dira « charges sociales ». Quand « cotisations » implique le collectif, la contribution à un tout (on se cotise pour quelque chose), « charges » ne décrit que l'impact négatif pour l'employeur, sans parler du résultat collectif. Et conduit, en droite ligne, à la politique menée depuis près de trente ans : « supprimer les charges sociales » pour améliorer

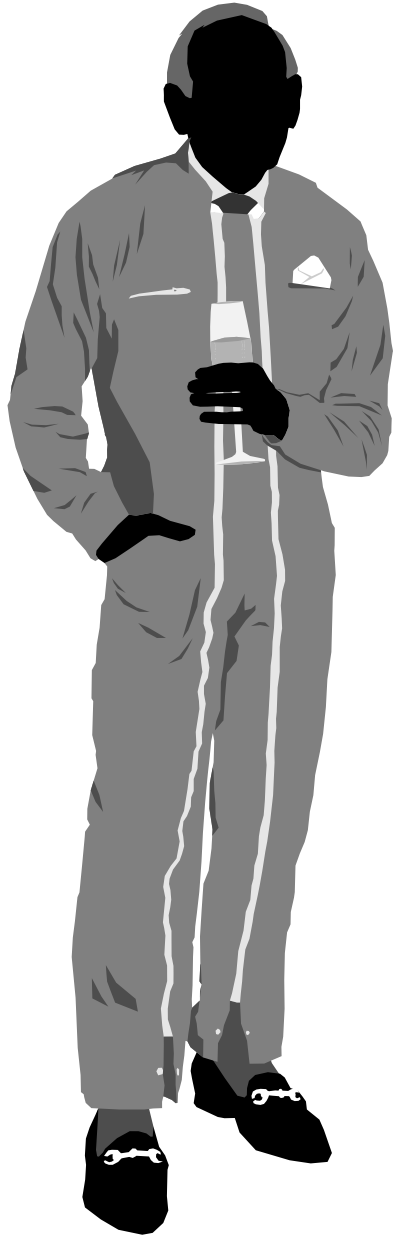
la « compétitivité » des entreprises. Et là encore, qu'importe aux idéologues que cela n'ait jamais marché.

Si la période récente a vu se multiplier ces ressorts linguistiques, en particulier depuis qu'Emmanuel Macron est arrivé au pouvoir, propulsant une petite caste de directrices des ressources humaines, de banquiers d'affaires et d'énarques au pouvoir, le détournement de mots et l'imposition d'une vision du monde favorable à ses intérêts sont un procédé ancien. Même si le macronisme pousse le procédé particulièrement loin, il n'est qu'une version radicalisée de la pensée bourgeoise qui règne sur nos vies depuis deux siècles. Nous avons donc eu à cœur, dans ce livre, de remonter loin en arrière, de nous plonger dans l'histoire de la lutte de classes, ce qui nous a permis de constater une chose : l'époque néolibérale que nous vivons, cette période où la bourgeoisie tente de reprendre tout ce qu'elle a été contrainte de nous céder sous la pression du mouvement ouvrier, n'a pas le monopole de la confusion idéologique au service des classes dominantes. Depuis qu'elle règne sur le monde, la bourgeoisie ment... comme elle respire. Car il lui a fallu concevoir un ensemble de fictions pour pouvoir maintenir un semblant de paix sociale et légitimer l'intense répression qu'elle orchestre. Le capitalisme est né du vol et vit du vol. Ce fut d'abord le vol des terres colonisées, légitimé par les hommes d'Église (les éditorialistes de l'époque, en quelque sorte), puis leur exploitation par la mise en esclavage des populations africaines, là encore rendue acceptable par le déni de leur condition hu-

maine. Une industrialisation permise par la mise au travail d'une masse ouvrière décrite par les écrivains et les journalistes du XIX^e siècle comme inculte, crasse et alcoolique. Et désormais, par la culpabilisation permanente de la classe laborieuse, décrite comme individualiste, bornée et raciste. À chaque époque sa description du monde, mais la trame reste la même : les dominants ont des raisons de l'être, et les dominés l'ont bien cherché.

Il ne s'agit cependant pas ici de faire simplement un dictionnaire des mots que la classe dominante est parvenue à imposer pour décrire le réel à son avantage. Ce livre est construit comme un véritable manuel de domination bourgeoise. Nous avons tenté de cerner la méthode de la classe dominante pour exercer son pouvoir et se sentir bien dans ses pompes. Chaque chapitre correspond ainsi à un pilier de son discours justificateur, et s'ouvre sur un « récit enchanté » condensant la vision bourgeoise du monde sur le sujet.

Comme un « InOui » ne dit rien de ce qu'est un train et de comment il fonctionne, ne rend compte ni de ses classes ni de sa mécanique, tout le langage de la classe dominante n'a aucun rapport avec le réel de ce que sont nos vies. S'il ne berne pas grand monde, il brouille nos repères et notre capacité à parler ensemble de nos espoirs et de nos colères. Avec ce livre, nous souhaitons contribuer à forger un langage commun qui remettra les mots à l'endroit et la société bourgeoise à l'envers.



BROUILLER LES FRONTIÈRES DE CLASSES

*En France, nous sommes libres et égaux en droits. Certes, il y a des pauvres et des **riches**, mais ce sont ces derniers qui sont les moteurs de **notre économie**. Malheureusement, ces dernières années, les **inégalités sociales** se sont accrues. C'est très triste et cela engendre des tensions dans la société, mais il ne faut pas oublier que les riches sont souvent des entrepreneurs et que ce sont eux qui investissent et créent des emplois. Les pauvres, eux, le sont parfois parce qu'ils n'ont pas eu de chance et surtout parce qu'ils n'ont fait aucun effort pour s'en sortir.*

*Entre ces deux extrémités se situent les **classes moyennes**. Nous y sommes presque tous ! Le xx^e siècle nous y a transportés majoritairement, parce que la classe ouvrière a disparu et, grâce aux Trente Glorieuses, nous avons tous été dotés de machines à laver, de voitures et de barbecues. Pour que cette situation continue malgré la crise, il faut que tout le monde se serre la ceinture, et ne surtout pas inciter les riches à partir en les matraquant de charges sociales et d'impôts !*

*Le problème dans notre pays, c'est qu'il y a une haine des riches : les **classes populaires** les jalouent. La plupart sont des **beaufs**, vivant à la campagne ou dans de vilaines zones périurbaines, ou des **jeunes de banlieue**. Nous ne les fréquentons pas et les connaissons surtout grâce à des films comme Les Tuches ou Bandes de filles. Ils ne savent souvent pas gérer leur budget, ne sont pas très cultivés, font preuve de mauvais goût et regardent trop la télévision. Mais, surtout, à cause d'eux, il existe des fractures et des clivages de plus en plus inquiétants et sur lesquels il faut lever les tabous. La France des Gilets jaunes, malgré des débuts attendrissants, est raciste, anti-écolo et s'est radicalisée. Et la France des banlieues est quant à elle communautariste : musulmane, elle refuse de s'intégrer, préférant porter le voile ou dealer tout en touchant les aides sociales et crachant sur notre pays qui lui a pourtant ouvert les bras.*

Truffé de véritables mensonges et d'arrogance de classe, ce récit politico-médiatique poursuit un seul objectif : l'acceptation par ceux qui le subissent d'un ordre social favorable à quelques-uns. Une acceptation qui passe par l'invisibilisation de leur pouvoir et le brouillage des frontières entre classes.

« Riches » : noyer le poisson

RICHERS : Groupe de celles et ceux qui possèdent beaucoup d'argent. Mais combien ? Les interprétations varient autant que les définitions. Plusieurs coexistent : les riches seraient des « millionnaires », voire des « milliardaires ». Les « 1 % » des plus riches d'une population ? Face à une délégation de